

Réunion d'Informations Syndicales

AUBERVILLIERS	Mercredi 5 octobre 9h/12h Bourse du Travail d'Aubervilliers (13 rue Pasteur)
AULNAY SOUS BOIS	Mercredi 12 octobre 8h45/11h45 Bourse du Travail d'Aulnay
BAGNOLET	Mercredi 5 octobre 9h/12h Bourse du Travail de Bagnolet (13 rue P.et M.Curie)
BOBIGNY	Samedi 8 octobre 8h30/11h30 Ecole J.J.Rousseau
BONDY	Mercredi 28 septembre 8h30/11h30 Ecole élém. Noue Caillet (34 avenue J.Moulin)
CLICHY SOUS BOIS LE RAINCY	Mercredi 12 octobre 8h30/11h30 Ecole élém. Bayard Livry Gargan (81/83 allée Bayard)
DRANCY	Mercredi 5 octobre 9h/12h Bourse du Travail de Drancy
DUGNY LE BOURGET	Mercredi 5 octobre 9h/12h Mat. J.Jaurès Dugny (3 avenue du Général de Gaulle)
EPINAY sur SEINE	Samedi 1er octobre 9h/12h Ecole élém. Pasteur (5/7 rue Pasteur)
GAGNY VILLEMOMBLE	Mercredi 28 septembre 8h30/11h 30 Ecole élém. Lavoisier Gagny
LA COURNEUVE	Mercredi 28 septembre 9h/12h Ecole élém. Robespierre
LE BLANC MESNIL	Mercredi 21 septembre 9h/12h Bourse du Travail de Blanc Mesnil (Avenue Ch. Floquet)
LES LILAS	Mercredi 5 octobre 9h/12h Ecole élém. P.Langevin (17-19 rue P.Langevin)
LIVRY GARGAN PAVILLONS sous BOIS	Mercredi 12 octobre 8h30/11h 30 Ecole élém. Bayard Livry Gargan (81/83 allée Bayard)
MONTFERMEIL COUBRON / VAUJOURS	Samedi 1er octobre 8h30/11h30 Ancienne salle de la Bibliothèque (rue Delagarde)

MONTREUIL	Mercredi 5 octobre 9h/12h Ecole L.Michel (bd Jeanne d'Arc)
NEUILLY PLAISANCE NEUILLY sur MARNE GOURNAY sur MARNE	Mercredi 5 octobre 9h/12h Ecole mat. Les Oiseaux (4 allée du Roussillon)
NOISY LE GRAND	Mercredi 5 octobre 8h30/11h30 Ecole Georges Brassens (5 mail Victor Jara)
NOISY LE SEC ROSNY sous BOIS	Mercredi 12 octobre 9h/12h Maison des Syndicats (Place des Découvertes)
PANTIN	Mercredi 21 septembre 9h/12h Réfectoire Ecole E.Vaillant (avenue E.Vaillant)
PIERREFITTE VILLETANEUSE	Mercredi 5 octobre 8h30/11h30 Ecole élém. R.Boivin Pierrefitte (place Barbara)
ROMAINVILLE LE PRE ST GERVAIS	Mercredi 5 octobre 9h/12h Ecole élém. P.Langevin Les Lilas (17-19 rue P.Langevin)
SAINT DENIS	Mercredi 21 septembre 9h/12h Bourse du Travail de Saint Denis (9 rue Génin)
SAINT OUEN ILE SAINT DENIS	Mercredi 5 octobre 9h/12h Ecole F.J.Curie St Ouen (rue P.Curie)
SEVRAN	Mercredi 12 octobre 8h30/11h30 Ecole élém. Montaigne
STAINS	Samedi 8 octobre 8h30/11h30 Ecole V.Renelle
TREMBLAY EN FRANCE	Mercredi 12 octobre 8h30/11h30 Ecole mat. P.Langevin
VILLEPINTE	Mercredi 12 octobre 8h30/11h30 Ecole mat. P.Langevin Tremblay
P.E.S.	Participez aux Réunions d'Informations Syndicales de votre circonscription

Sommaire : p.2 : Réunion d'Informations Syndicales.

p.3 : Grève du 27 septembre 2011 ; Communiqué FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Education.

p.4 et 5 : Action Direction d'école : "Je réponds quand j'ai le temps !" ; Réunion du 21 septembre 2011 ;
Motion de conseil des maîtres.

p.6 : Base-Elèves : l'action évolue ; Plan d'austérité : Action interprofessionnelle du 11 octobre 2011.

p.7 : Personnels sous statut précaire : méprisés et virés...

p.8 à 10 : Elections professionnelles.

p.11 et 12 : Bulletin d'adhésion.



Grève le Mardi 27 septembre 2011

En cette rentrée, le bilan de la politique gouvernementale en matière d'éducation est lourd de conséquences pour les conditions d'enseignement :

- la fermeture de plus de 60 000 postes depuis 2007,
- la disparition de la formation professionnelle rémunérée au profit de la masterisation,
- la fermeture de centaines de postes de maîtres de RASED,
- la mise au chômage de centaines de personnels en CUI,
- l'arrêt de l'aide à la direction,
- la fermeture de 1500 classes en primaire,
- la multiplication des procédures d'évaluation et le fichage généralisé de tous les élèves,
- l'abandon des zones d'éducation prioritaire,
- l'instauration des méthodes de gestion des personnels en vigueur dans le privé,
- la rémunération au mérite et la mise en concurrence des personnels et des établissements.

Communiqué FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Education

Depuis 4 ans, le Ministère de l'Education nationale a supprimé plus de 52 000 postes.

Le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux met l'Ecole publique à genoux, ne lui permettant plus d'assurer ses missions de Service public. Ce dogme ne permet plus aux personnels d'exercer leur métier avec sérénité et professionnalisme.

Les personnels de l'Education, les parents et les jeunes se sont mobilisés régulièrement au cours de cette année pour dénoncer les 16 000 nouvelles suppressions de postes effectives à la prochaine rentrée scolaire alors même que plus de 60 000 élèves supplémentaires sont attendus.

Ces suppressions associées au manque d'ambition éducative dégradent encore plus les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels.

Dans ce contexte, la campagne publicitaire sur les recrutements lancée par le Ministre de l'Education nationale sonne comme une provocation d'autant que la préparation du prochain budget prévoit de nouvelles suppressions d'emplois et n'affiche d'autre objectif pour le système éducatif que la recherche d'économies.

Si le gouvernement cherche à tromper l'opinion en affirmant sans cesse, comme si cela pouvait convaincre, que l'on peut faire «plus avec moins», la France reste un des pays qui investit le moins dans son éducation et donc dans l'avenir.

En plus de la question fondamentale des postes, la politique éducative, l'avalanche de mesures inadaptées, incohérentes et précipitées maintiennent un système éducatif inégalitaire qui ne permet pas de lutter réellement contre l'échec scolaire.

La nécessité d'une toute autre politique éducative passe aussi par un budget plus volontaire. Pour cela, les organisations FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Education appellent les personnels de l'Education nationale et de l'enseignement agricole public à se mettre en grève le 27 septembre prochain. Elles exigent l'arrêt des suppressions d'emplois, une autre logique pour le prochain budget et une transformation démocratique du système éducatif afin d'assurer la réussite de tous les élèves.

Aujourd'hui plus que jamais, notre pays a besoin d'un système éducatif qui s'attaque réellement aux inégalités scolaires et traite la situation des élèves en grande difficulté. D'autres choix pour la réussite de tous les jeunes sont nécessaires afin que l'Ecole remplisse les objectifs d'une École démocratique, ambitieuse et émancipatrice.

Paris le 10 juin 2011

L'individualisation, la personnalisation des parcours avec l'objectif de la réussite de chacun devient le credo ministériel. La réussite de tous ne fait plus partie du discours ministériel. Son principe s'oppose radicalement à la réussite de chacun puisque l'objectif est fixé «inégalement» pour chacun : internat d'excellence, socle commun, établissement de réinsertion scolaire et pour un petit nombre, les études longues.

On ne change rien au système puisque ce qui pose problème est «sorti» du système. On ne propose rien aux familles qui pourrait améliorer leur situation sociale, on se contente de déplacer leurs enfants en les culpabilisant un peu plus.

C'est ça la «réussite de chacun» : une école qui prépare une société duale profondément inégalitaire, pour demain.

Dans notre département, avec 20 postes en moins et malgré l'augmentation du nombre d'élèves, il y avait un enseignant devant chaque classe, mais à quel prix ?

- par la fermeture ou le gel de 80 postes E,
- le maintien du nombre de ZIL malgré les besoins grandissants,
- la quasi disparition de la scolarisation des enfants de moins de 3 ans,
- en plaçant tous les PES en classe dès la rentrée,
- en faisant pression sur les collègues à temps partiels.

La politique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite conduit le gouvernement à annoncer pour la rentrée 2012 une nouvelle suppression de 16000 postes alors même que 60 000 élèves supplémentaires sont attendus.

Dénonçons la poursuite de cette politique «Tous en grève le 27 septembre» à l'appel de FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Education rejoints par le collectif Rased, les organisations lycéennes et la FCPE.

Retrouver la lettre d'intention de grève sur le site du SNU.ipp/FSU 93 <http://www.snuipp.fr/93>



Action Direction d'école :

«Je réponds quand j'ai le temps !»

Retour sur le protocole de 2006

En 2006, à l'issue d'une longue grève administrative unitaire sur la direction et le fonctionnement de l'école, le ministère avait proposé un protocole d'accord.

La consultation des enseignants organisée par le SNUipp-FSU avait recueilli près de 15 000 réponses, 61% considéraient les propositions ministérielles comme inacceptables.

Si l'attribution d'un quart de décharge dans les écoles de 4 classes et la reconnaissance d'une aide au travail administratif **constituaient une reconnaissance du bien fondé des demandes des écoles, en revanche, ces mesures n'étaient assorties d'aucune création de postes. L'instauration du stage filé remettait en cause la formation initiale des enseignants du premier degré.**

Avec des contrats de dix mois, à raison de vingt heures par semaine et sans formation, le recrutement d'un EVS par école renforçait la précarité et ne correspondait pas aux attentes en personnels qualifiés et pérennes. Le SNUipp-FSU et le SGEN CFDT avaient donc décidé de ne pas signer le protocole d'accord proposé par le ministère.

En cette rentrée 2011, le ministère refuse le renouvellement des contrats et des personnels EVS. Alors que la mission d'assistance administrative aurait besoin d'être confortée avec des personnels formés et qualifiés, le ministère supprime cette aide aux écoles.

La situation de la direction et du fonctionnement de l'école est critique : des tâches alourdies, des missions complexifiées, un manque de temps notable, et maintenant le non renouvellement de l'aide administrative.

Il est temps de reconnaître et de soutenir l'engagement des directrices et directeurs pour la réussite des élèves. Ils ont besoin d'une formation initiale et continue à la hauteur de leurs missions, de temps de décharge réévalué. La situation de l'assistance administrative à cette rentrée montre qu'elle ne peut se satisfaire de contrats précaires soumis aux aléas des financements.

Un nouveau métier est indispensable au fonctionnement de l'école : celui de secrétaire administratif.

Aujourd'hui, le point de rupture est atteint. Mais, «on ne se laissera pas faire». Le SNUipp-FSU appelle les directrices et directeurs d'école à ne plus traiter toutes les demandes de l'administration.

Dorénavant, c'est «Je réponds quand j'ai le temps !» :

- «Je me consacre aux activités pédagogiques en lien avec les élèves et au travail relationnel, indispensable auprès des familles.
- Le reste attendra : Enquêtes multiples, listing à fournir, demandes administratives, ne seront pas prioritaires».

La situation doit changer. Le SNUipp-FSU demande des mesures d'urgence et l'ouverture de discussions. Il prend contact avec ses partenaires syndicaux afin de construire un mouvement unitaire et d'ampleur pour changer la donne de la direction et du fonctionnement de l'école.



Le SNU.ipp/FSU 93 invite tous les directeurs et directrices d'école à une réunion :

Mercredi 21 septembre 2011 à 14 h

**Bourse Départementale du Travail
1 place de la Libération à Bobigny
(Salle de Commission n°1)**

Ensemble, nous construirons la plate forme revendicative à partir des besoins liés à la tâche de la direction d'école.

**Dès aujourd'hui,
faites signer la motion**

**Motion de conseil des maîtres
sur la direction
et le fonctionnement de l'école**

à adresser à Monsieur l'Inspecteur d'académie
s/c de M. L'inspecteur de circonscription

La coupe est pleine !

Les enseignants de l'école réunis en conseil des maîtres le.....vous informent qu'ils se consacreront prioritairement aux activités pédagogiques et aux relations avec les familles et les partenaires de l'école. Le reste attendra !

Le/la directeur/trice comme l'ensemble de l'équipe ne répondront aux demandes de l'administration qu'en fonction du temps dont ils disposent.

La situation de la direction d'école est inacceptable : des tâches alourdies, des missions complexifiées, un manque de temps notable, et maintenant le non renouvellement de l'aide administrative. Cette situation ne peut plus durer !

La fin des contrats d'EVS sur mission administrative à cette rentrée est scandaleuse et montre qu'on ne peut se satisfaire de contrats précaires soumis aux aléas des financements. Un nouveau métier pérenne et statutaire est indispensable au fonctionnement de l'école : celui d'aide administratif.

Nous demandons l'ouverture immédiate de négociations sur le dossier de la direction d'école.

Direction d'école :
**halte à la
surcharge !**

Je réponds quand j'ai le temps...

Une aide administrative, du temps de décharge et des missions redéfinies m'auraient permis de traiter cette demande plus rapidement !



Base-Elèves : l'action évolue

Après des avancées significatives gagnées par la mobilisation, le fichier Base-élèves destiné à gérer l'inscription des élèves est une application qui continue de susciter de nombreuses interrogations tant sur le plan éthique (problème du n° identifiant élève) que sur le plan pratique (lenteur de l'application, ergonomie défectueuse, surcharge de travail).

Pour la poursuite collective de l'action, le SNUipp-FSU 93 propose :

- **Les directeurs se consacrent prioritairement aux activités pédagogiques et aux relations avec les familles.** Le fichier «Base-élèves» ne fait pas partie de ces tâches prioritaires : avec le SNUipp-FSU, les directeurs répondent qu'ils n'ont pas le temps !
- **Aux équipes de toutes les écoles, que Base-élèves soit installé ou non, de proposer aux parents d'élèves la lettre d'opposition imprimable sur le site du SNUipp/FSU 93.** Ces lettres, signées par les parents d'élèves, sont remises aux directeurs d'école, qui les transmettent à l'IA par la voie hiérarchique. Seul l'IA est compétent pour répondre à ces lettres d'opposition. Le Conseil d'Etat a rappelé, dans son arrêt du 19 juillet 2010, l'obligation d'informer les familles et le droit de ces familles de s'opposer, pour motifs légitimes, à l'inscription des enfants dans Base-élèves.
Aujourd'hui, les parents d'élèves s'en mêlent !
- **Stage de formation :** L'administration exerce sur les directeurs une pression toujours plus forte pour l'inscription des élèves dans «Base-Elèves» et organise un stage de formation en ce début d'année.
Nous invitons les directeurs et directrices d'école à décliner cette offre de formation ou à se présenter en lisant la déclaration suivante et à rentrer dans leur école :

Déclaration syndicale à l'initiative du SNUipp/FSU 93 :

«La suppression des aides administratives à la direction d'école place les directeurs dans l'impossibilité de répondre à toutes les demandes de l'administration.

Nous nous consacrons prioritairement aux activités pédagogiques et aux relations avec les familles.

Le fichier «Base-élèves» ne fait pas partie de ces tâches prioritaires et continue de poser de nombreuses interrogations tant sur le plan éthique que sur le plan pratique.

C'est pourquoi nous ne participerons pas à ce stage».

Plan d'austérité : Refusons la rigueur Action interprofessionnelle le 11 octobre 2011

Les organisations syndicales CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires ont décidé d'une mobilisation interprofessionnelle nationale le 11 octobre 2011.

Elles dénoncent le caractère injuste et inéquitable du plan d'austérité du premier ministre qui repose essentiellement sur les salariés sans mettre réellement à contribution les hauts revenus.

Elles revendiquent des mesures d'une toute autre nature et posent la question d'une autre répartition des richesses.

Extrait du Communiqué du 1er septembre

... Cela suppose des réformes structurelles importantes comme une réforme globale de la fiscalité intégrant une plus grande progressivité, une politique industrielle coordonnée au niveau européen, des services publics de qualité.

Cela appelle aussi des mesures urgentes :

- Abandonner la taxation des complémentaires santé ; supprimer les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires ; conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique, aux politiques sociales dans les entreprises.
- Mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières.
- Faire de l'emploi, en particulier celui des jeunes, une priorité. Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction publique.
- Soutenir le pouvoir d'achat notamment des plus bas revenus et réouvrir les négociations salariales dans les entreprises et la Fonction publique pour réduire les inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

Les organisations syndicales estiment indispensable l'intervention des salariés pour peser sur le gouvernement, le patronat, les débats parlementaires en cours et à venir.

Elles décident d'une journée nationale d'action interprofessionnelle le mardi 11 octobre 2011. Partout, le débat sur le contexte, les enjeux et les modalités (manifestations, rassemblements, arrêts de travail, etc.) est nécessaire pour construire cette journée.

Les signataires se retrouvent le 15 septembre pour définir les modalités de cette journée d'action (voir sur le site du SNU.ipp/FSU 93)

